



Face au cynisme du gouvernement et des riches

POUR COMBATTRE LA PAUVRETÉ COMBATTONS LE CAPITALISME ET SES SERVITEURS !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

21 SEPTEMBRE 2018

La semaine dernière, Macron nous a annoncé son « plan pauvreté ». Trois mois après avoir qualifié de « *pognon de dingue* » l'argent utilisé pour les minimas sociaux, ce « président des très riches » nous assène maintenant que « *la pauvreté ne doit plus se transmettre en héritage* » !

Mais très vite, le naturel est revenu pour menacer ceux qui « bénéficient » de minimas sociaux. Pour lui, « *lémancipation, c'est savoir que si la nation nous doit quelque chose, c'est que nous lui devons quelque chose en retour* ». Car l'obsession de Macron et des patrons, c'est bien de montrer du doigt ceux qui subissent le chômage, l'exclusion. Ce ne serait pas ceux qui excluent, qui exploitent, qui licencient et créent la précarité et la pauvreté qui seraient les responsables, mais les travailleurs pauvres, les chômeurs, les immigrés !

Le plan Macron : une véritable escroquerie

A priori, 8 milliards d'euros, soit 2 milliards par an, ce n'est pas rien. Mais c'est une goutte d'eau, comparé aux 16 milliards de suppression de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) que les ultra-riches économiseront sur le quinquennat, ou aux 38 milliards versés aux entreprises, grâce au Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Rien que cette année, c'est 20 fois le budget de ce soi-disant « Plan contre la pauvreté ».

Macron a le culot de prétendre combattre la pauvreté. Mais toute sa politique précarise et appauvrit les classes populaires, le monde du travail. Les retraites et les minimas sociaux sont bloqués à 0,3% alors que l'inflation (officielle) est de 2,3% ! Les suppressions d'emplois et les fermetures d'entreprises se multiplient. Et dans le même temps, les profits explosent : près de 100 milliards de bénéfices pour les 40 premières entreprises françaises et leurs actionnaires sur un an !

L'obligation d'accepter des petits boulots sous-payés

Et l'annonce d'un « revenu universel d'activité » à partir de 2020 ne change rien à l'affaire. D'abord

parce qu'il s'agit de venir remplacer des aides sociales déjà existantes : entre autres, RSA, APL et la Prime d'activité. De plus, une étude a montré que cette « création » baisserait les revenus de 3,5 millions de foyers... pour augmenter celui de 3,3 millions de foyers seulement !



Enfin, le versement de ce « revenu » serait conditionné à « *l'obligation d'inscription dans un parcours d'insertion qui empêche de refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ou d'activité* ». Mais pour ce Président qui prétend qu'il suffit de « *traverser la rue* » pour trouver un emploi, il s'agit évidemment d'aggraver la pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi à

n'importe quel tarif. A quand les petits boulots à un euro comme en Allemagne, pour les chômeurs de longue durée ?

Reprendre le chemin de la mobilisation

Oui, « l'État providence » voulu par Macron a le visage très ancien de la mise au travail forcé pour un salaire de misère de toutes celles et ceux qui sont en état de travailler. Et d'une assistance misérable, accordée sous condition aux plus pauvres, pendant que les plus riches ne cessent pas de s'enrichir.

Oui, le « destin » de Macron a un nom : l'exploitation, la lutte de classe que mènent les riches !

Et ce n'est que par les méthodes de la lutte de classe que nous pourrions contester cette régression sociale, en contestant le « droit » des banques, des multinationales, des grands actionnaires et de leurs serviteurs politiques de soumettre l'ensemble de la société aux profits des possédants, aux intérêts d'une infime minorité.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



LES CONS ÇA OSE TOUT, C'EST MEME A ÇA QU'ON LES RECONNAIT.

C'est une fameuse réplique dans les Tontons flingueurs. Macron, tout sorti des grandes écoles et des grandes banques qu'il est, fait partie de ces cons : il ose tout pour mépriser ceux et celles qui travaillent vraiment. Sa dernière sortie : à un horticulteur en recherche d'un emploi, il a répondu « je traverse la rue et je vous en trouve ».

Bref les six millions de chômeurs de ce pays sont des incapables puisqu'il suffirait de traverser la rue pour trouver du travail. Ses macronneries toujours plus injurieuses n'ont rien d'originales : c'est la copie de ce qui se dit entre soi dans les beaux quartiers : les chômeurs tous des bons à rien et les ouvriers des illettrés.

Ne pas attendre la prochaine sortie débile de ce président des riches. La question urgente c'est de savoir que faire pour l'empêcher de nuire. Tant qu'on râlera chacun dans son coin, Macron pourra continuer. C'est tous ensemble qu'il faut s'y mettre

PRUD'HOMMES EN BAISSÉ, UNE AUBAINE POUR LES PATRONS

Pénicaud, ministre du travail et ex-DRH de Danone, a de quoi se frotter les mains. Le nombre de plaintes aux prud'hommes a chuté de 15 % en moins d'un an et même de 50 % en Ile de France, suite à la mise en place du barème obligatoire qui limite par avance les sanctions contre les employeurs condamnés.

Le ministère du travail s'est félicité de ces chiffres, comme si les patrons s'étaient mis à respecter davantage les droits des salariés... Quel cynisme !

La seule chose qui change, c'est que beaucoup de travailleurs abandonnent les procédures vu la multiplication des contraintes. Depuis la 1ère loi Macron de 2015 sous Hollande, elles sont tombées de 185 000 à 127 000 en 2017 !

Encore un beau cadeau du gouvernement pour les patrons.

FORD BORDEAUX, RELANCE DE LA MOBILISATION

Avec la fermeture prévue du site Ford Blanquefort, près de Bordeaux, c'est le sort des salariés du site mais aussi par ricochet l'emploi de milliers d'autres salariés de la région qui est en jeu.

Un véritable scandale quand on sait que ce mastodonte n'a pu se remettre à flot et engranger à nouveau des profits colossaux que grâce aux milliards alloués par l'Etat américain après la crise de 2008. Sans compter les aides publiques françaises pour son usine de Blanquefort.

A quoi servent donc des ministres ou élus qui pleurent aujourd'hui des larmes de crocodile sur le sort des salariés concernés, mais refusent de remettre en cause le pouvoir patronal de massacrer l'emploi. Seule la mobilisation des Ford et de toute une région solidaire peut faire encore bouger les choses. Après leur mobilisation de ce mardi, c'est l'objectif de la manifestation régionale de ce samedi 22 septembre à Bordeaux.

RENTREE SCOLAIRE : MACRON SATISFAIT, PAS NOUS

A tous les niveaux, malgré tous les beaux discours, beaucoup d'enfants présentant un handicap ne peuvent pas être scolarisés par manque d'AVS (Assistants de Vie scolaire). Dans le secondaire, alors même que ses services attendent 40.000 élèves en plus à la rentrée 2019, le ministre annonce 1800 postes en moins.

En conséquence, le nombre d'élèves par classe dépassera souvent 35 en terminale. Comment porter de l'attention nécessaire à chaque élève dans ces conditions ? Quant à la rentrée universitaire, le système Parcours Sup laisse sur le carreau des milliers d'élèves. Même avec le bac en poche, beaucoup se voient obligés d'accepter une orientation non choisie, ou une remise à niveau parfois bidon.

C'est l'avenir de nos enfants, en particulier ceux issus des milieux populaires qui est sacrifié sur l'autel de l'austérité budgétaire.

LE PATRONAT INVENTE L'INTERIM PERMANENT !

Ici comme partout en France, tout le monde voit la place qu'a pris l'intérim dans les effectifs.

Au Mans, nous sommes toujours plus de 500 intérimaires pour moins de 2000 CDI, mais parout à Renault, comme à PSA et chez les équipementiers le nombre d'intérimaires ne fait qu'augmenter d'année en année, pour atteindre parfois 30% des effectifs comme à Flins ou Cléon, avec parfois 80% sur certaines chaînes de production.

Beaucoup d'entre nous qui sommes en intérim venons toutes les semaines depuis de nombreux mois. Et beaucoup ne remplaçons pas des CDI absents mais occupons des postes à part entière. Et la direction se permet de faire appeler par les agences d'intérim au dernier moment, de nous demander de faire des heures supplémentaires en sous

entendant que pour revenir régulièrement il vaut mieux les faire... Bref de traiter les intérimaires comme une main d'œuvre qu'on peut prendre et jeter à sa guise.

Mais nos loyers, nos courses, nos factures, ça ce n'est pas temporaire, c'est permanent ! C'est tous les mois que nous avons besoin d'être sûrs d'avoir un salaire. Alors oui il faut imposer partout l'embauche des intérimaires qui le souhaitent en CDI, que nous ayons tous les mêmes droits et les mêmes conditions de travail !



PHILIPPE POUTOU
OUVRIER - CANDIDAT ANTICAPITALISTE
WWW.POUTOU2017.ORG



Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63